

François Fillon : Vous avez dit « libéral » ?

Les résultats de la primaire de la droite et du centre en France auront fourni deux enseignements principaux. Premièrement, une large partie des électeurs n'ont plus peur de la « thérapie de choc », dont la France a besoin pour sortir de l'ornière, c'est-à-dire de la croissance molle et du chômage de masse. Certes, le programme économique de François Fillon n'est pas parfait, mais c'est celui-ci qui se rapproche le plus de cette thérapie. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, dans mon nouveau livre « La fin d'un monde », je lui ai attribué la meilleure note des programmes des candidats à la présidentielle, en l'occurrence 7/10.

Deuxièmement, les réactions qui ont suivi les résultats du premier et du second tour ont rappelé combien le manque de culture économique et le dogmatisme idéologique étaient dramatiques dans l'Hexagone. Ainsi, dès le dimanche 20 novembre 2016 au soir, une campagne anti-Fillon s'est engagée, présentant ce dernier comme un méchant ultra-libéral. Et ce, tout simplement parce qu'il propose, comme je le demande depuis des années, de réduire le poids des dépenses publiques dans le PIB à 50 % (contre plus de 57 % actuellement) et de mettre fin au caractère obligatoire des 35 heures.

Un tel déchaînement rappelle qu'il est vraiment indispensable de développer la culture économique des Français et leur faire comprendre que les mesures à prendre ne sont ni ultralibérales, ni de gauche ou de droite, mais simplement de bon sens. En effet, il n'y a désormais plus de théorie économique dominante. La seule théorie valable est celle de la croissance et de l'emploi.

Ainsi, la bonne politique économique doit à la fois intégrer des préoccupations keynésiennes de demande, mais aussi des dimensions structurelles relatives à l'offre selon une logique libérale ou encore la nécessité de limiter l'inflation sous les 4 % ou sous les 2,5 % hors énergie et produits alimentaires comme le soutiennent les monétaristes modernes. Le tout n'ayant finalement qu'un seul but : l'efficacité économique et sociale.

Il ne nous reste donc plus qu'à souhaiter que très vite, tant en France que dans l'ensemble de la zone euro, les dirigeants politiques, mais aussi les citoyens comprennent qu'il est désormais possible, voire indispensable, d'être à la fois libéral et keynésien, de faire des réformes structurelles sur l'offre tout en soutenant la demande et en imposant une règle d'or : l'efficacité et la rationalité économiques doivent toujours primer sur les dogmatismes théoriques et idéologiques. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, nous resterons engoncés dans la mollesse économique et la faiblesse du pouvoir d'achat.

La France se paie le luxe d'entretenir des dépenses publiques pharaoniques avec pour seuls résultats : une croissance molle, un chômage élevé, un accroissement des inégalités sociales et de la pauvreté. Certains diront alors que, justement, si ces dépenses n'étaient pas là, la situation serait encore plus dramatique. Quel manque de discernement ! Car, si pratiquer un laxisme budgétaire depuis trente ans sans résultats positifs peut, à la rigueur, se comprendre pour des raisons bassement politiciennes liées à la volonté des dirigeants politiques d'être élus ou réélus, vouloir encore augmenter la facture devient grotesque et surtout dangereux.

Or, encore aujourd'hui et malgré les évidences, trop peu de personnes en France osent demander la

transformation de notre modèle étatiste hypertrophié en un système libéré avec moins de pressions fiscales, budgétaires et réglementaires. Pis, de trop nombreux Français souhaitent engager un mouvement inverse. De quoi rappeler que le « toujours plus d'Etat » a la vie longue dans l'Hexagone en dépit de son inefficacité criante depuis trente ans.

Enfin, il faut également développer la culture de la réussite. En France, on a la réussite soupçonneuse ! Il va falloir changer car on en a besoin pour gagner !

Si nous voulons sortir par le haut de la crise actuelle et éviter que la France sombre dans une révolution sociale, nous savons ce qu'il nous reste à faire. Mais si nous continuons à refuser de voir la réalité en face et maintenons notre comportement dogmatique, alors la haine et la lutte des classes s'imposeront de plus en plus, ce qui finira par plonger la France dans un marasme sans nom. Nous voilà prévenus